

STATEMENT COLLECTIF

Les dirigeants de grandes organisations humanitaires appellent les dirigeants mondiaux à intervenir après que l'ONU conclut qu'un génocide est en cours à Gaza

17 septembre 2025. Les dirigeants de plus de 20 grandes organisations humanitaires opérant à Gaza appellent les dirigeants mondiaux à intervenir d'urgence après qu'une commission de l'ONU a conclu pour la première fois qu'un génocide est en cours. Leur déclaration est la suivante :

Alors que les dirigeants mondiaux se réuniront la semaine prochaine aux Nations unies, nous appelons tous les États membres à agir conformément au mandat confié à l'ONU il y a 80 ans.

Ce que nous voyons à Gaza n'est pas seulement une catastrophe humanitaire sans précédent, mais, selon la conclusion de la commission d'enquête de l'ONU, un génocide. Avec ce constat, la Commission rejoint un nombre croissant d'organisations de défense des droits humains et de dirigeants dans le monde, y compris en Israël. L'inhumanité de la situation à Gaza est intolérable. En tant que responsables humanitaires, nous avons été les témoins directs des morts horribles et des souffrances de la population à Gaza. Nos avertissements n'ont pas été entendus et des milliers de vies restent en danger.

/ Contacts presse

Clara Amati

T. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

Mélanie Grospeud

T. 06 68 41 35 61

M. m.grospeud@hi.org

Aujourd'hui, alors que le gouvernement israélien a ordonné le déplacement massif de la population de la ville de Gaza – où habitent près d'un million de personnes — nous risquons d'entrer dans une phase encore plus meurtrière de l'histoire de Gaza si aucune action n'est entreprise. Gaza a été délibérément rendue invivable.

Environ 65 000 Palestiniens ont été tués, dont plus de 20 000 enfants. Des milliers d'autres sont portés disparus, ensevelis sous les décombres qui ont remplacé les rues autrefois animées de Gaza.

Neuf habitants sur dix, parmi les 2,1 millions de personnes de la bande de Gaza, ont été déplacés de force — la plupart à plusieurs reprises — dans des zones de plus en plus réduites où la vie humaine est impossible.

Plus d'un demi-million de personnes souffrent de faim. La famine a été déclarée et s'étend. L'impact cumulé de la faim et toute privation physique signifie que des personnes meurent chaque jour.

Partout à Gaza, des villes entières ont été rasées, ainsi que leurs infrastructures vitales telles que les hôpitaux et les usines de traitement de l'eau. Les terres agricoles ont été systématiquement détruites.

Si les faits et les chiffres ne suffisent pas, nous disposons d'innombrables récits accablants.

Depuis que l'armée israélienne a renforcé son siège il y a six mois, bloquant nourriture, carburant et médicaments, nous avons vu des enfants et des familles dépérir sous l'effet de la famine. Nos collègues aussi ont été touchés.

Beaucoup d'entre nous se sont rendus à Gaza. **Nous avons rencontré d'innombrables Palestiniens amputés à la suite des bombardements israéliens.** Nous avons rencontré personnellement **des enfants tellement traumatisés par les frappes aériennes quotidiennes qu'ils ne peuvent plus dormir. Certains ne peuvent plus parler. D'autres nous ont confié vouloir mourir pour rejoindre leurs parents au paradis. Nous avons rencontré des familles qui se nourrissent d'aliments pour animaux pour survivre et qui font bouillir des feuilles comme repas pour leurs enfants.**

Pourtant, les dirigeants mondiaux restent inactifs. Les faits sont ignorés. Les témoignages sont rejetés. Et en conséquence, davantage de personnes sont tuées. Nos organisations, avec les groupes de la société civile palestinienne, l'ONU et les organisations israéliennes de défense des droits humains, ne peuvent pas tout faire. Nous avons inlassablement tenté de défendre les droits du peuple de Gaza et de maintenir l'aide humanitaire, mais nous sommes entravés à chaque étape.

On nous refuse l'accès, et la militarisation du système humanitaire s'est révélée meurtrière. Des milliers de personnes ont essayé des tirs en tentant d'atteindre les rares lieux de distribution de nourriture sous escorte armée.

Les gouvernements doivent agir pour empêcher l'anéantissement de la vie dans la bande de Gaza et pour mettre fin à la violence et à l'occupation. Toutes les parties doivent rejeter la violence contre les civils, respecter le droit international humanitaire et poursuivre la paix.

Les États doivent utiliser tous les outils politiques, économiques et juridiques disponibles pour intervenir. La rhétorique et les demi-mesures ne suffisent pas. Ce moment exige une action décisive.

L'ONU a consacré le droit international comme pierre angulaire de la paix et de la sécurité mondiales. Si les États membres continuent de considérer ces obligations

/ Contacts presse

Clara Amati

T. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

Mélanie Grospeud

T. 06 68 41 35 61

M. m.grospeud@hi.org

juridiques comme optionnelles, ils ne seront pas seulement complices, mais établiront un précédent dangereux pour l'avenir. L'Histoire jugera sans aucun doute ce moment comme une épreuve pour l'humanité. Pour l'instant, nous échouons. Nous abandonnons le peuple de Gaza, nous abandonnons les otages, et nous abandonnons notre impératif moral collectif.

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis plus de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la gestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

/ Contacts presse

Clara Amati

T. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

Mélanie Grospeud

T. 06 68 41 35 61

M. m.grospeud@hi.org